



Balkans : « Théories de conspiration » sur Soros ou inquiétude justifiée ?



George Soros, investisseur américain d'origine hongroise, est l'un des grands tireurs de ficelles de la politique internationale. Son puissant réseau de fondations doit d'après lui promouvoir la démocratie et la liberté. Dans de nombreuses émissions, Kla.TV a déjà dévoilé ce que sont en réalité ces promesses. Après sa participation au putsch en Ukraine, Soros semble maintenant avoir surtout pris les pays balkaniques dans sa ligne de mire. Ces pays, que ce soit la Hongrie, la Serbie, la Roumanie, la Macédoine ou la Bulgarie, ne s'en réjouissent pas spécialement.

George Soros, investisseur américain d'origine hongroise, est l'un des grands tireurs de ficelles de la politique internationale. Son puissant réseau de fondations doit d'après lui promouvoir la démocratie et la liberté. Dans de nombreuses émissions, Kla.TV a déjà dévoilé ce que sont en réalité ces promesses. Après sa participation au putsch en Ukraine, Soros semble maintenant avoir surtout pris les pays balkaniques dans sa ligne de mire. Ces pays, que ce soit la Hongrie, la Serbie, la Roumanie, la Macédoine ou la Bulgarie, ne s'en réjouissent pas spécialement.

Le 17 février 2017 le journal suisse « Berner Zeitung », le troisième quotidien suisse pour le nombre d'abonnés, a écrit la chose suivante sur les pays balkaniques :

- En Macédoine le chef du gouvernement Nikola Gruevski, qui est depuis de longues années en fonction, a déclaré il y a peu que les gens de Soros (c'est ainsi que l'on désigne les personnes qui mettent en pratique l'agenda de George Soros) ont incité au « vandalisme et à l'anarchie » et ont appelé à des manifestations violentes contre son gouvernement.
- On prétend publiquement dans les pays balkaniques que le milliardaire met son patrimoine au service de la déstabilisation de ces pays. En Roumanie, en Serbie et en Macédoine les gens de Soros donnent un « salaire journalier » à des manifestants opposés au gouvernement pour qu'ils participent aux manifestations.
- En Bulgarie tout comme en Serbie, même les médias sérieux publient de longues listes d'organisations qui reçoivent de l'argent de l'« Open Society Foundation » que George Soros a fondée en 1984.

Le journal « Berner Zeitung » a balayé ces informations très préoccupantes comme étant des théories de conspiration circulant dans les pays balkaniques. Mais le « Berner Zeitung » n'a pas livré de contre-preuves, tout au contraire il a passé sous silence d'importants indices tels que les suivants par exemple :

- Dans une pétition signée par presque vingt mille Américains, ceux-ci demandent au président américain Donald Trump de faire arrêter le milliardaire américain George Soros, parce que, je cite la pétition, Soros « paye des gens pour participer à des révoltes et des manifestations qui lui conviennent. »
- Dans une interview de CNN en mai 2014, George Soros a dit lui-même qu'il a établi en Ukraine une fondation qui lui appartient. Cette fondation a pour but de conduire « à la chute du président élu et à l'installation d'une junte sélectionnée par le ministère des affaires

étrangères. »

- Le journaliste germano-américain Frederick Engdahl a écrit la chose suivante dans son article intitulé « Une courte histoire de la corruption : Quand des milliardaires font de la politique » : « Celui qui connaît l'histoire de l'Open Society Foundation de Soros en Europe de l'Est et mondialement depuis la fin des années 1980, sait que les projets des années 90, prétendument philanthropiques et promoteurs de démocratie en Pologne, en Russie ou même en Ukraine permettent à l'homme d'affaire George Soros de piller littéralement les pays de l'ex-URSS. (voir d'autres indices sur les activités de George Soros sous www.kla.tv/7866 et <https://www.kla.tv/8865>)

Le journal « Berner Zeitung » cache aussi ce que George Soros entend par « société démocratique », qu'il essaie de promouvoir par sa « Fondation pour une société ouverte » – « Open Society Foundation » – et aussi par de nombreuses organisations qui dépendent de lui dans le monde entier.

Le portail d'informations « Fit4Russland » écrit sur son site web :

« Ce n'est pas un secret que George Soros finance différentes ONG pour déstabiliser des pays où les gouvernements n'acceptent pas d'être incorporés dans son « système de valeurs ». La fondation Soros ne cache pas sur son site web qu'au cours des 33 dernières années elle a dépensé 1,6 milliard de dollars pour ses buts de « développement démocratique » dans les pays d'Europe de l'Est et sur le terrain de l'ancienne Union soviétique. 2,1 milliards de dollars ont été dépensés pour des « projets éducatifs, c'est-à-dire pour la réforme du système éducatif depuis l'école maternelle jusqu'à l'université. » Dans ce cas il s'agit de l'introduction de l'éducation sexuelle dans le cadre de « l'égalité des genres ». [...]

En outre 2,9 milliards de dollars ont été dépensés pour la prétendue « protection des droits de l'homme », surtout pour les « droits des groupes marginaux comme les consommateurs de drogues, les travailleurs sexuels et pour la communauté LGBT (des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) ».

George Soros n'entend rien d'autre par « démocratisation » qu'une « incorporation dans son système de valeurs ». Les pays qui n'acceptent pas qu'on leur dicte de l'extérieur leurs valeurs culturelles et sociales doivent être déstabilisés. Voici comment le président hongrois Viktor Orbán juge le concept « d'un monde sans frontières » que George Soros essaie d'imposer dans le monde entier : « Dans le meilleur des cas c'est seulement naïf, mais au pire ça fait partie d'un plan pour détruire les valeurs traditionnelles : civilisations, styles de vie, cultures, nations. »

George Soros possède un réseau médiatique gigantesque à l'échelle mondiale ; il finance également le « Project Syndicate » (en français : le projet des cartels). Selon ses propres mots ce serait une organisation « d'utilité collective » avec son siège à Prague, où sont fusionnés plus de 500 journaux et magazines de 150 pays avec un tirage total de presque 70 millions d'exemplaires. A côté des journaux « Süddeutsche Zeitung », « Die Welt », « Der Standard », c'est aussi le quotidien suisse « Der Bund » qui fait partie du « Project Syndicate ». Est-il étonnant que le journal « Der Bund » appartienne à la même maison d'édition que le journal « Berner Zeitung » ?

Par conséquent il est clair que les informations du journal « Berner Zeitung » favorables à George Soros ne peuvent pas provenir d'observations neutres. Par là il se présente même plutôt comme étroitement imbriqué dans le monde des médias.

de Nr.

Sources:

www.fit4russland.com/geo-politik/1811-george-soros-versucht-die-welt-zu-verdrehen
www.bernerzeitung.ch/ausland/europa/der-liebste-feind-der-balkanlaender/story/15477765
www.change.org/p/president-donald-j-trump-ban-george-soros-from-the-united-states-of-america
www.youtube.com/watch?v=kPGMPIEHLTA
<http://info.kopp-verlag.de/hintergruende/europa/f-william-engdahl/eine-kurze-geschichte-der-korruption-wenn-milliardaere-politik-machen.html>
https://de.wikipedia.org/wiki/Berner_Zeitung
https://de.wikipedia.org/wiki/Project_Syndicate
www.project-syndicate.org/about

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#GeorgeSoros-fr - www.kla.tv/GeorgeSoros-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.